

eco

ÉDITION FRANCOPHONE



ÉDITION FRANCOPHONE

Abonnez-vous
gratuitement

ECO est publié par les ONG. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP20 de Lima. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org mais aussi sur notre site www.rac-f.org/ECO-a-Lima-COP20 et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

LE REGARD DU RÉSEAU CLIMAT & DÉVELOPPEMENT SUR LES ENJEUX DE LA COP20

La COP20, dernière conférence avant Paris climat 2015, doit mettre l'accent sur quatre enjeux majeurs:

Primo, il faut enclencher un virage radical vers les énergies renouvelables. Les pays doivent, dès maintenant, accélérer leurs efforts de réduction d'émissions, notamment en faisant disparaître au plus vite les énergies fossiles et en investissant massivement dans les énergies renouvelables. La COP de Lima doit donc décider des piliers et principes-clé de l'accord qui sera adopté à Paris en 2015. Un des objectifs de cet accord devrait être la suppression progressive des énergies fossiles pour arriver à 100% d'énergies renouvelables en 2050 au plus tard.

Secundo, il faut renforcer la place de l'adaptation et des pertes et dommages. Selon le 5è

rapport du GIEC, les limites de l'adaptation sont en passe d'être atteintes. La COP20 doit renforcer la place de l'adaptation et des pertes et dommages et préciser que 50% des financements publics soient alloués à l'adaptation et fixer une augmentation progressive des financements publics adéquats pour l'adaptation jusqu'à 2020 et après.

Tertio, il faut sécuriser plus de financements climat pour les plus pauvres. Le Fonds vert pour le climat dispose désormais d'engagements financiers encourageants. Cependant, depuis Copenhague, les pays en développement n'ont toujours pas de visibilité sur les financements climat. La COP de Lima doit aboutir à des garanties financières plus fermes pour les années à venir et jusqu'en 2020, mais aussi prendre des dispositions financières pour l'accord après 2020.

Quarto, il faut adopter plus de sauvegardes sociales et environnementales. Le GIEC a rappelé que les changements climatiques ont un impact sur l'environnement mondial qui affecte directement les être humains. Déjà, la décision de Cancun stipule que « les Parties devraient pleinement respecter les droits de l'homme dans toutes les mesures ayant trait aux changements climatiques ». La COP20 doit lancer un programme de travail sur les droits de l'homme pour que ces derniers soient intégrés dans tous les aspects des actions climatiques.

Le Réseau Climat & Développement rassemble aujourd'hui 73 organisations francophones travaillant pour le développement et la lutte contre les changements climatiques.

HOUSTON, ON A UN PROBLEME

Le vaisseau spatial Terre s'est non seulement éloigné de sa trajectoire pour 2020, nécessaire pour rester en dessous des 2°C, mais en plus il s'apprête à dériver encore plus loin. C'est le message qu'a fait passer hier le PNUE dans le Dialogue structuré des experts : Le Gigaton Gap s'agrandit à mesure que nous approchons de 2025 et 2030. Si l'on considère les avertissements du GIEC – la limite de 2°C pourrait être encore trop élevée et risquée – alors la situation semble encore plus mauvaise.

Mais heureusement nous avons un kit de survie à portée de main.

Comme ECO l'a appris de l'AIE, 80% du Gigaton Gap de 2020 dans le secteur de

l'énergie pourrait être comblé par des mesures qui n'ont aucun impact sur le PIB, et ce dans toutes les régions (!!). L'efficacité énergétique et les énergies renouvelables sont les outils de survie les plus importants à court et à long terme.

Le PNUE a également souligné l'importance de l'efficacité énergétique qui, dans presque tous les cas, est l'option où l'on obtient beaucoup de victoires et aucune défaite. Alors, vraiment, Cher Pays, qu'attendez-vous ? Pour citer l'intervenant de l'AIE hier: cela ne devrait vraiment pas être si difficile.

Quelle est la voie que nous devons tracer ? Zéro carbone, élimination progressive des

émissions et décarbonisation ont été beaucoup entendus hier. En gardant cet objectif à long terme à l'esprit, la Banque mondiale a déclaré que cela devrait être le fondement des politiques à venir.

Que veut vraiment dire le long terme? Selon le PNUE, si nous voulons rester dans la limite de 2°C, nous devrions être à zéro émission d'ici 2080-2100. En ce qui concerne le principal coupable, le CO2, cet objectif de zéro émission devra être réalisé entre 2055 et 2070. Et pour respecter une limite de 1,5°C nous devrions évidemment ramener les émissions de carbone à un niveau zéro encore plus vite.

Suite p. 2

(suite de la p.1)

Le Dialogue des experts a aussi examiné le cas des émissions négatives : plus nous tardons à agir, et plus nous retardons le niveau zéro d'émission, plus nous devons réduire nos émissions à l'avenir afin de rester en dessous d'un réchauffement de 1,5°C-2°C. ECO a été heureux de constater qu'une prise de conscience avait eu lieu : la principale technologie d'élimination du carbone présupposée dans les modèles actuels - la biomasse avec CCS - est de la théorie pure et simple. On en sait très peu sur ce qui pourrait effectivement être mis en œuvre, étant donné les obstacles et contraintes multiples qui existent dans le monde réel (ECO recommande de lire la boîte à informations dans le rapport du PNUE). La réalité est que si les techniques d'élimination du dioxyde de carbone ne sont pas facilement disponibles (selon les hypothèses de la plupart des modèles), les émissions devront être ramenées à un niveau zéro encore plus vite.

L'AIE a rappelé aux pays que les investisseurs attendent des signaux clairs à Paris. Qu'est-ce qu'un investissement sûr ? S'agit-il d'une technologie (encore) à haute teneur ou bien sobre en carbone ?

Après avoir écouté attentivement les experts, ECO est plus que jamais convaincu de la nécessité de signaux forts dans l'accord de Paris : une élimination complète des combustibles fossiles d'ici 2050, et une transition équitable vers 100% d'énergies renouvelables pour tous. Et pour arriver à temps, l'élimination des énergies fossiles doit commencer aujourd'hui.

Tyran des négociations, la Suisse a remporté hier le Fossil du jour

Quiconque écoute la société civile ou les scientifiques du climat sait que nous avons beaucoup à faire si nous souhaitons maintenir la hausse des températures dans la limite des 2°C que s'est fixée la communauté internationale.

Des financements publics prévisibles et suffisants pour aider les pays en développement à lutter contre les changements climatiques sont indispensables, si l'on veut que la roue tourne.

Mais la Suisse s'est opposée mardi à tout engagement financier chiffré de sa part, accusant en outre les pays en développement de fragiliser les résultats de Lima avec leurs demandes.



D'autres pays développés comme les Etats Unis et les l'Union européenne ont échappé de peu au fossile du jour, leur comportement n'étant pas beaucoup plus glorieux. A notre grande déception, ils ont refusé des engagements financiers.

Le Brésil est arrivé à la seconde place pour avoir osé affirmer dans le groupe Framework for Various Approaches Contact que le double-comptage des CDM n'existait pas ! Ce phénomène a pourtant été largement documenté par les scientifiques. Des règles de comptabilité plus strictes sont nécessaires afin d'enrayer ces pratiques et garantir l'intégrité de nos actions de lutte contre les changements climatiques. C'est ce qui a valu au Brésil la deuxième place du fossile du jour.

Il y avait pourtant de l'espoir...

Premier groupe à soutenir la suppression complète des émissions de carbone d'ici à 2050 pendant la COP21, AOSIS a reçu hier le Rayon du jour. Le soutien de la Norvège et AILAC à cette déclaration la rend encore plus puissante.



Sortir des énergies fossiles et se tourner vers 100% d'énergies renouvelables d'ici

la moitié du siècle est notre seul espoir de rester sous la limite des 2°C. Les pays doivent aussi s'assurer que le soutien financier et technologique est suffisant pour la transition des pays en développement. Rediriger les subventions et les investissements des fossiles vers les renouvelables serait un bon début.

Changeons le système, pas le climat

*La rédaction de l'ECO vous présente ses excuses pour avoir publié une version incorrecte de cet article hier. Vous trouverez la bonne version ci-dessous.

Les organisations représentant la société civile péruvienne et les mouvements populaires se sont saisies de la Présidence de la COP par le Pérou pour que le gouvernement engage des efforts pour inscrire dans l'agenda gouvernemental les enjeux environnementaux au cœur de la politique de développement.

Les impacts des changements climatiques sont déjà visibles au Pérou. Les populations font l'expérience négative des pénuries d'eau qui viennent s'ajouter aux challenges environnementaux et sociaux déjà existants. Alors que la Présidence de la COP20 aurait du être une opportunité pour le gouvernement péruvienne de montrer son leadership sur les thématiques environnementales, les politiques nationales récentes ont montré que l'environnement était de moins en moins une priorité. En juillet 2014, par exemple, le gouvernement a adopté le « Ley 20120 » (également nommé « Ley Paquetazo ») qui réduit l'importance des stan-

dards environnementaux avec l'objectif d'attirer les investissements des industries d'extraction.

La promotion de l'industrie extractive a déjà conduit à des situations comme celle de Maxima Chaupe, une fermière. Elle était poursuivi par Yanacocha (une des plus importantes compagnie d'extraction minière d'or) pour vivre sur les terres où la compagnie avait planifié un projet d'extraction (le projet Conga). Maxima et sa famille n'ont pas seulement été obligés de partir de leur terre mais il leur a été aussi demandé de payer à Yanacocha des indemnités de compensation financière de 2 000\$ US. D'autres injustices ont même conduit à des décès. Edwin Chota, Jorge Ríos, Leoncio Quinticima et Francisco Pine, des indigènes awajun, ont été tués alors qu'ils défendaient leur forêt communautaire, par des bucherons exerçant illégalement, à proximité d'une zone de conversation en Amazonie, au Pérou.

La COP20 est une étape importante sur le chemin

de Paris, mais cela reste un espace fermé aux personnes comme Maxima et Edwin qui réclament la justice et plaident pour un nouveau système de développement plus durable.

ECO est heureux de vous annoncer deux événements qui ambitionnent de changer la donne. Premièrement, du 8 au 11 décembre, le sommet des peuples aura lieu à Lima. Ce sera un lieu ouvert d'échanges et de discussions, d'informations et de propositions pour appeler à une action urgente des gouvernements. Deuxièmement, la société civile et les organisations de mouvements sociaux organisent une marche mondiale, le 10 décembre à Lima. Près de 15 000 participants sont attendus.

REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro : Simon Coquillaud, Pierre Emmanuel Julia, Armelle Le Comte, et Lorelei Limousin.